

Extrait du CGT Crédit Agricole

http://www.cgtea.net/article.php3?id_article=282

COLLECTIF JUIN 2012

- Dossiers - Histoire -



Date de mise en ligne : jeudi 5 juillet 2012

CGT Crédit Agricole

Bonjour à tous,

Je tenais tout d'abord à nous féliciter pour cette première étape qui a permis de nous débarrasser de Nicolas SARKOZY et de son gouvernement, la deuxième en cours avec les législatives pourrait normalement aboutir à une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale. Mais ces résultats, aussi encourageants soient-ils, ne peuvent pas suffire à la satisfaction des revendications salariales. Au-delà de nos frontières, et non pas du réel, l'oukase de Bruxelles à la France ne s'est pas fait attendre. Alors que nous n'étions qu'à 10 jours du premier tour des législatives, la commission européenne a publié, le 30 mai, ses recommandations sur les politiques à suivre par les 27 pays membres de l'UE. Alors que le peuple Grec s'est dressé pour dire : « dehors le mémorandum », que le rejet grandit en Espagne, au Portugal, en Italie et ailleurs, Bruxelles adresse une feuille de route par laquelle les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour se restreindre à 3% de déficit. Dans la recommandation adressée au nouveau gouvernement français, la Commission dresse une liste de 7 exigences allant contredire le rejet exprimé le 8 mai dernier par le peuple Français. Elle réaffirme la nécessité de réduire :

- ▶ les déficits publics : Suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux, réductions des dépenses sociales et des administrations locales et jusqu'à de nouvelles privatisations lorsqu'elle exige de prendre de nouvelles mesures pour libéraliser les industries de réseau, plus particulièrement sur le marché de l'électricité et les secteurs du transport ferroviaire
- ▶ les salaires : veiller à ce que toute évolution salariale favorise la compétitivité avec l'introduction de nouvelles réformes permettant de revoir certains aspects de la législation en matière de protection de l'emploi donc de nouveaux licenciements à la clé et sous couvert d'une meilleure adéquation entre les compétences enseignées dans le système d'éducation et les besoins du marché du travail l'Apprentissage est à nouveau plébiscité
- ▶ les retraites : La commission félicite la réforme de 2010 et demande d'ores et déjà de prendre des mesures supplémentaires.
- ▶ Le coût du travail : avec une TVA Sociale puisque la commission exige de prendre des mesures permettant de déplacer la pression fiscale du travail vers notamment les taxes sur les consommations. J'y reviendrai plus en détail tout à l'heure, mais nous devons vite nous associer aux peuples d'Europe qui rejettent les politiques destructrices dictées par Bruxelles et Francfort, nous devons dire non à la ratification du nouveau traité Européen, non à la dictature de la troïka qui bafoue nos démocraties et la souveraineté des peuples. Dans cette situation de promesses électorales et de contraintes européennes, le nouveau gouvernement n'aura pas la tâche facile, parce que derrière ces appareils se cachent les marchés, les spéculateurs, le grand capitalisme, tous ceux qui ont profité ces dernières années et n'ont de cesse que de continuer à s'enrichir sur le travail des ouvriers. Ils ont bénéficié des crises dont ils sont pourtant, avec les banquiers, les seuls responsables initiateurs. Leur rapacité est inépuisable, ils achètent les gouvernements et détiennent les médias, contraignant ainsi les citoyens à entendre à répétition des communications catastrophes, à entendre à répétition des spécialistes au discours incompréhensible, orienté à justifier l'austérité. Mais la seule réelle crainte des marchés, c'est que la contestation vienne hors des institutions, qu'elle vienne de la rue pour contraindre le gouvernement à ne pas céder aux exigences de l'Union Européenne. Ils ne craignent pas les organisations syndicales parce que malheureusement les expériences grecques, Espagnoles et Italiennes confirment la collaboration de dirigeants syndicaux ayant participé à l'élaboration des plans d'austérité. En France, les organisations Syndicales sont conviées par le président à la mi-juillet à une Conférence nationale pour la croissance et l'emploi. La Confédération fera des propositions autour du triptyque revendicatif « Salaires, emplois, retraites », vous les retrouverez dans « Ensemble » de juin 2012 que vous avez bien entendu déjà tous lu. Le MEDEF, quant à lui, reste très attaché à la TVA Sociale normalement suspendue pour l'instant (13 milliards d'allègements supplémentaires de cotisations) et aux accords compétitivité emplois qui permettraient au patronat d'échapper à toutes règles imposées par le code du travail (horaires, salaires, Temps de Travail.....). Et sur les positions et propositions des autres organisations syndicales, je ne ferai, en introduction, aucun commentaire, nous avons déjà tous identifiés les collaborateurs connus. A partir de ces constats, il est évident que nous devons d'ores et déjà nous préparer à une forte mobilisation. Au Crédit Agricole, la liste des motifs à la mobilisation est longue, entre l'impunité des dirigeants devant la grande illusion de l'actionnariat salarial, face aux prix du marché. et les dérives à l'international, le non-respect du code du travail, les salaires et le système d'information unique qui menace les emplois et les conditions de travail, la CGT doit mettre du coeur à l'ouvrage. Nous devons être omniprésents sur

tous les sujets y compris sur ceux de la discrimination, du harcèlement et de la syndicalisation, bien que les répercussions en chaîne de certains les fassent apparaître comme majeurs, rien ne doit être délaissé mais il convient cependant de discerner « participer au débat » et « collaborer à la solution » notamment lorsque la solution proposée est inacceptable. Au Crédit Agricole, tous ces maux trouvent leur origine sur les choix opérés par les dirigeants et les hommes politiques au service du grand capital avec la complicité consciente ou non, des conseils d'administration des caisses régionales. La CGT du Crédit Agricole dénonce depuis plus de 30 ans les orientations prises par la FNCA qui a choisi délibérément de confier les rênes aux Capitalistes en utilisant les marchés financiers et en abusant les clients sociétaires. Le Crédit Agricole à l'aide de son réseau tout puissant a détourné les fonds utiles à l'économie vers des destinations non identifiables et préjudiciables à l'équilibre de nos Caisses Régionales. Il a détourné les résultats des Caisses, fruit du travail des salariés vers des activités externes dont nous connaissons aujourd'hui les graves conséquences financières. Le choix de la mutualisation de la CNCA, abandonnant la tutelle de l'Etat dans la gestion quotidienne a été décisif a constitué le scénario catastrophe que nous connaissons aujourd'hui. Alors si nous n'alertons pas immédiatement les dirigeants politiques actuels, si nous ne portons pas des propositions concrètes auprès des Administrateurs, des Salariés et des Clients, les Caisses Régionales seront condamnées dans l'histoire comme l'échec du système coopératif qualifié dans l'avenir comme non viable et utopiste. Nice mis définitivement en place, sera la dernière étape pour priver nos collègues de leur emploi, et non pas comme annoncer dans vos instances, la solution tant attendue à l'amélioration de leurs conditions de travail. Nice tombe à pic dans ces crises, il est la dernière solution imaginée pour satisfaire les marchés, et le cours de l'action. Mais tout n'est pas perdu, l'avenir dépend aussi de nous, de notre volonté à mobiliser dans les Caisses Régionales, il faut marteler avec des slogans « Votre avenir est incertain, prenez en main votre destin ». Tout n'est pas perdu sous réserve que nous voulions nous organiser pour nous battre réellement. Depuis le dernier Collectif, le bureau de l'Union que je remercie vivement, n'a pas ménagé sa peine en menant la bataille dans les négociations nationales et les réunions informelles à la FNCA. Il a fait des déclarations dont vous avez été destinataires, 6 tracts, une lettre aux présidentiables, une lettre et un mail aux UD, une lettre aux instances locales, des interventions dans la presse.....Il continuera à mener la bataille avec vous et partout. D'ailleurs, nous aurons ces prochaines 24 heures, un ordre du jour extrêmement chargé, je vous demanderai donc d'être concis dans vos interventions pour que chacun puisse s'exprimer et que nous traitions l'ensemble des sujets, que nous prenions collectivement les décisions qui s'imposent à la lutte. Nous débuterons par l'Economique et poursuivrons par NICE, les Conditions de travail, la Riposte, les formations, le 50eme congrès, la syndicalisation et nous aurons une intervention externe d'une heure environ.